

LIBERATION. 29 Septembre 2017.

Christian Estrosi joue au chef de file des maires contre le terrorisme

Le maire de Nice propose notamment la création d'un fonds européen pour soutenir financièrement les villes qui réalisent des aménagements urbains pour protéger leurs espaces publics contre les actes terroristes.



Le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Christian Estrosi.

Le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Christian Estrosi.

Dans son action publique, Christian Estrosi a deux passions : la sécurité et les annonces en grande pompe. Vendredi après-midi, le maire de Nice a réussi à réunir ses deux spécialités. Dans le Centre universitaire, sur la promenade des Anglais, il a convoqué les responsables des grandes villes d'Europe et de l'arc méditerranéen pour signer «la déclaration de Nice». Un texte qu'il a rédigé pour leur «sécurisation» : «*Depuis les attentats du 11 septembre 2001, à travers le monde, ce sont plus de 180 villes qui ont été victimes du terrorisme. Les villes et leurs dirigeants sont les structures publiques les plus proches du terrain*», estime Christian Estrosi.

L'élu LR propose la création d'un fonds européen de soutien à l'équipement urbain contre le terrorisme. Et un autre dédié à la sauvegarde contre ses effets économiques. «*L'initiative, c'est de faire en sorte que les villes constituent un pôle de résistance par rapport au terrorisme*» a indiqué Gérard Collomb, venu à Nice pour appuyer la démarche du maire. «*Nous savons que les unes et les autres peuvent devenir des cibles*», ajoute le ministre de l'Intérieur qui planche actuellement sur sa nouvelle loi antiterroriste. Des demandes, semble-t-il, entendues par le commissaire européen chargé de l'Union de la sécurité. A Nice, Julian King a annoncé le renforcement du fonds pour la sécurité intérieure, en

allouant cent millions d'euros dont dix consacrés à la sécurité des espaces publics.

Je suis un partisan déterminé de l'extension de tous les dispositifs de type Frontex, gardes-frontières et gardes-côtes. <https://twitter.com> <https://t.co>

— Christian Estrosi (@cestrosi) <https://twitter.com>

«**Il faut travailler au niveau des idées**»

Christian Estrosi a déjà commencé les investissements. Depuis l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice, où 86 personnes ont été tuées, il a alloué vingt millions d'euros à la sécurisation de la promenade des Anglais. Pour éviter qu'un véhicule ne monte à nouveau sur le trottoir, 240 bornes anti-intrusion et un câble d'acier ont été installés le long de l'anse de la baie des Anges. Et partout en ville, 1 650 caméras zébruent les passants, de lourdes jardinières sont implantées, des plots sortent de terre. Des dispositifs que Christian Estrosi aimerait voir être adoptés sur les Ramblas de Barcelone et les allées de Londres ou Berlin, des villes signataires de la Déclaration parmi une soixante d'autres.

«*Les plots, ça me plaît bien*, souligne Khalil Harfouche, président de région de Jezzine au Liban qui a déjà renforcé les patrouilles de nuit de sa police municipale pour lutter contre les attaques terroristes. *Malheureusement, nous n'avons pas les mêmes moyens que Nice. J'attends de ce plan une action commune et un échange d'expériences.*» Mohamed Boudra aussi est de bonne volonté. Le maire d'Al Hoceima au Maroc multiplie les initiatives. «*Nous installons des caméras, surveillons les lieux de culte et vérifions que les imams sont diplômés*, énumère-t-il. *Mais les mesures matérielles resteront toujours insuffisantes. Il faut travailler au niveau des idées, de la culture et de l'urbanisme pour lutter contre l'exclusion.*»

Des actions que les caméras et les plots ne peuvent accomplir. Pourtant Christian Estrosi n'en démord pas. Sur scène, il a demandé une nouvelle fois au ministre de l'Intérieur le droit à l'expérimentation de la reconnaissance faciale via les réseaux de vidéoprotection. Une technologie opérationnelle à Nice... mais interdite par la loi française.